

naient partout. Pas le plus petit coin de la France qui n'eût bientôt son miracle, pas la plus petite idiote, que la sainte vierge n'eût visitée.

Tout le pays avait été témoin de quelques manifestations cléricales, et, dernièrement, du haut de la colline qui embrasse cette ville sceptique et fière, ils chantaient des cantiques et nous vouaient tous au Sacré-Cœur. Tous ! Ils chanteraient peut-être encore, si une bienfaisante onde n'eût subitement éteint leurs pieux et bruyants gosiers.

A l'Assemblée un évêque se levait, demandant à peu près que l'instruction des enfants fût livrée aux jésuites ; qui rencontrait-il pour défendre sa proposition ? Le ministre de l'instruction publique, lui-même.

Le monde bonapartiste se livrait à des débauches d'imagination sans par-illes. Il insultait à son aise, dans l'administration, des rares fonctionnaires républicains qu'elle comptait ; dans la magistrature, les rares magistrats républicains qui l'honoraient. Ses orateurs battaient la province, vantant impunément les bienfaits de l'empire et célébrant ses gloires. Hier, c'était M^e Jolibois, à Saintes ; aujourd'hui c'est M^e Lachaud à Bordeaux ; tous deux rogués, arrogants, fiers de leur cause et parlant — odieux comique ! — au nom de la liberté.

En vérité, je vous le dis, c'était un temps étrange.

Deux hommes se sont pourtant trouvés dans l'Assemblée, qui ont soutenu que ce douloureux état de choses durait depuis trop longtemps, qu'il fallait mettre un terme à tous ces compromis et à toutes ces transactions, que la République n'était qu'un vain mot, que les lois constitutionnelles n'avaient aucunement modifié la situation ; la gauche a daigné les écouter, froide, sans émotion. Et pourquoi donc ? Ah ! ce n'était pas habile, ce n'était pas politique.

Certaines feuilles républicaines ont bien parlé avec respect des deux grands orateurs, mais n'ont pas hésité à blâmer leurs discours inopportuns.

Une plume chaude et sincère — je lui demande pardon, ce n'est pas ici qu'on devrait faire son éloge, — a pris vigoureusement dans ce journal le parti des deux orateurs de l'extrême-gauche. Si leur voix

n'a pas trouvé d'écho dans l'Assemblée, qu'elle ait au moins dans le pays un puissant retentissement.

Oui, il serait temps d'en finir avec ces interminables concessions, avec tous ces compromis ridicules. Il serait temps de constituer la République républicaine.

Arthur LANLAIR.

(29 juin 88)

Les cléricaux ont juré de ne pas lâcher prise au sujet de la répartition des fonds de la Loterie au profit des pauvres, qui terminait l'Exposition.

Ils veulent absolument tenir le sac et distribuer eux-mêmes — gens charitables ! — le produit de l'aumône publique.

Nous ne laisserons pas le saint monde des jésuites vaquer en paix à ses petites occupations. Nous devons signaler leur conduite, et mettre au jour le travail des pieuses âmes auxquelles le Ciel est réservé.

Dans l'un de nos derniers numéros, nous avons dit que le Conseil municipal avait traité comme ils le méritaient les associés de Saint-Vincent-de-Paul, et en réservant l'emploi des fonds au Bureau de bienfaisance, avait fait bonne justice du concours inopportun qui lui était offert.

Les cléricaux ne veulent pas se tenir pour battus. Fidèles à leurs principes, il faut que ces gens persistent obstinément dans l'œuvre qu'ils ont entreprise. Le ridicule ne les effraie pas : ils poursuivent sans cesse leurs manœuvres hypocrites.

Ils ont appelé au préfet et au conseil de préfecture de la décision du conseil municipal.

Nous espérons que leur demande recevra l'accueil qui lui est dû. On apprendra à ces braves gens que les associations cléricales n'ont rien à démêler dans une œuvre de bienfaisance publique, où chaque pauvre a droit à une égale protection et assistance.

3 juillet 88